

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE
T/L.1156
17 juin 1970
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-septième session
Point 16 de l'ordre du jour

PROJET DE RAPPORT DU CONSEIL DE TUTELLE AU CONSEIL DE SECURITE
CONCERNANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE
POUR LA PERIODE DU 19 JUIN 1969 AU JUIN 1970

Document de travail établi par le Secrétariat

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
INTRODUCTION	1
PREMIERE PARTIE. ACTIVITES DU CONSEIL DE TUTELLE CONCERNANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE	2 - 15
Examen du rapport annuel	2 - 6
Examen de pétitions	7 - 12
Mission de visite	13 - 15
DEUXIEME PARTIE. SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE	[à ajouter]

INTRODUCTION

1. Conformément à l'Article 83 de la Charte, la résolution 70 (1949) que le Conseil de sécurité a adoptée à sa 415ème séance, le 7 mars 1949, à sa propre résolution 46 (IV) du 24 mars 1949, le Conseil de tutelle a exercé, pour le compte du Conseil de sécurité, les fonctions assumées par l'Organisation des Nations Unies au titre du régime international de tutelle en ce qui concerne le progrès politique, économique, social et culturel des habitants du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, désigné comme zone stratégique.

PREMIERE PARTIE. ACTIVITES DU CONSEIL DE TUTELLE CONCERNANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE

Examen du rapport annuel

2. Le rapport du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur l'administration du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique pour l'année qui a pris fin le 30 juin 1969 a été communiqué aux membres du Conseil de tutelle le 5 mai 1970 par une note du Secrétaire général (T/1705) et inscrit à l'ordre du jour de la trente-septième session du Conseil.

3. Le Conseil a commencé l'examen du rapport à la 1362ème séance, le 3 juin 1970. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique et le représentant spécial de l'Autorité administrante, M. Edward E. Johnston, Haut Commissaire du Territoire sous tutelle, ont fait une déclaration liminaire. M. Ambilos Ieshi et M. Benjamin Manglona, membres du Congrès de Micronésie, qui exerçaient les fonctions de conseillers spéciaux de la délégation des Etats-Unis, ont fait également des déclarations.

4. A la 1363ème séance, les membres du Conseil ont posé des questions au représentant spécial et à MM. Ieshi et Manglona. A la 1366ème et à la 1367ème séances, le Conseil a eu une discussion générale sur la situation dans le Territoire sous tutelle.

5. A la 1368ème séance, le représentant spécial et les conseillers spéciaux ont prononcé une déclaration de clôture. A la même séance, le Conseil a nommé un Comité de rédaction, composé des représentants de l'Australie et de la Chine et chargé de proposer, sur la base des discussions du Conseil, des conclusions et des recommandations sur la situation dans le Territoire sous tutelle et de faire des recommandations concernant le chapitre du rapport du Conseil au Conseil de sécurité relatif à la situation dans ce Territoire.

6. A la séance, le juin, le Conseil a examiné le rapport du Comité de rédaction (T/L.1157) (à compléter ultérieurement).

Examen des pétitions

7. A la 1365ème séance, le 8 juin, au cours de l'examen du rapport annuel sur le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique (T/1705), le Conseil de tutelle a entendu deux pétitionnaires, auxquels le Conseil avait accordé une audition à ses 1358ème et 1361ème séances, tenues les 28 mai et 2 juin respectivement.

8. A sa trente-septième session, le Conseil de tutelle avait à son ordre du jour trente-six communications qui avaient été distribuées sous les cotes T/COM.10/L.26 à L.29 et Add.1 et L.30 à L.49, conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil. A sa 1364ème séance, le 5 juin, le Conseil a décidé d'ajouter à son ordre du jour deux communications qui avaient été distribuées sous les cotes T/COM.10/L.50 et T/COM.10/L.51.

9. Le Conseil de tutelle a examiné ces communications à sa 1365ème séance, le 8 juin, et décidé, sans opposition, d'en prendre note.

10. A sa trente-septième session, le Conseil de tutelle avait également à son ordre du jour dix pétitions distribuées sous les cotes T/PET.10/57 et Add.1, à T/TET.10/65, conformément au paragraphe 1 de l'article 85 du règlement intérieur. Les observations de l'Autorité administrante ont été distribuées sous les cotes T/OBS.10/29 à T/OBS.10/33, conformément à l'article 86 du règlement intérieur.

A sa 1364ème séance, le 5 juin, le Conseil a décidé d'ajouter à son ordre du jour une pétition qui avait été publiée en tant que document T/PET.10/57/Add.2.

11. Les pétitions susmentionnées et les observations de l'Autorité administrante au sujet de ces pétitions étaient les suivantes :

a) Trois pétitions (T/PET.10/57 et Add.1 et 2) de M. Balerio U. Pedro, au nom des chefs et de la population de l'île d'Angaur, district de Palau, demandant que le Japon et l'Allemagne versent des dédommagements pour le minerai de phosphate extrait à Angaur avant la deuxième guerre mondiale. Les observations de l'Autorité administrante au sujet de la pétition T/PET.10/57 ont été distribuées sous la cote T/OBS.10/29.

b) Pétition (T/PET.10/58) de M. Tatakio G. Chutaro et d'autres habitants de l'île Mili, district des îles Marshall, présentant un certain nombre de plaintes concernant les conditions dans l'île et notamment la présence de projectiles non explosés sur l'île. Ils demandaient également le règlement des demandes d'indemnité pour dommages de guerre. Dans ses observations (T/OBS.10/30), l'Autorité administrante a indiqué que l'on s'efforçait de remédier à ce qui peut laisser à désirer dans le Territoire en général, et d'améliorer les conditions existant à Mili en particulier. Elle a également indiqué qu'une équipe d'artificiers s'est rendue à Mili et a détruit toutes les munitions non explosées qu'elle a pu localiser, avec l'aide des habitants de l'île et des volontaires du Peace Corps. D'autres projectiles seront également détruits lorsqu'ils auront été repérés. En ce qui concerne les dommages de guerre, l'Autorité administrante a indiqué qu'il serait tenu compte des demandes d'indemnité lors du règlement prévu par l'Accord conclu entre les Etats-Unis et le Japon.

c) Pétition (T/PET.10/59) émanant de la législature de Saipan et réclamant l'organisation d'un plébiscite pour la population des îles Mariannes au plus tard le 30 juin 1972. Dans ses observations (T/OBS.10/31), l'Autorité administrante a appelé l'attention sur les activités de la Commission du statut du Congrès de la Micronésie et rappelé que dans ses observations (T/OBS.10/21) concernant une pétition examinée par le Conseil à sa trente-sixième session, elle avait déclaré : Nous avons "toujours considéré le Territoire comme une entité administrative. Nous n'écartons pas nécessairement telle ou telle option de celles qui seraient offertes à la population du Territoire au moment de l'autodétermination, mais les décisions à cet égard dépendront dans une très grande mesure des aspirations du peuple micronésien". En outre, la question des aspirations des Micronésiens jouera également un rôle important lorsqu'il s'agira de décider à quel moment la population sera invitée à se prononcer.

/...

d) Pétition (T/PET.10/60) émanant de M. Sasauo Haruo, membre du Congrès de la Micronésie, communiquant une copie d'une pétition adressée au Secrétaire d'Etat à l'intérieur des Etats-Unis, par des propriétaires terriens de l'île de Moen (district de Truk), et demandant au Conseil de tutelle de l'examiner. Dans cette pétition, les propriétaires terriens en cause contestaient la validité des accords fonciers qu'ils ont conclus avec le gouvernement du Territoire sous tutelle. Ils soutenaient que ces accords n'étaient pas clairs, qu'ils étaient mal expliqués, mal traduits et qu'ils avaient été conclus à la hâte. Dans ses observations (T/OBS.10/32), l'Autorité administrante a indiqué que le Département de l'intérieur des Etats-Unis a examiné cette affaire; l'enquête n'avait fait apparaître ni négligence ni précipitation dans l'élaboration des accords. Il n'apparaissait pas que l'on ait essayé d'utiliser toutes les procédures judiciaires existantes. En conséquence, l'Autorité administrante a recommandé à M. Haruo, représentant au Congrès, et aux pétitionnaires, d'explorer plus avant les voies de recours qui leur sont offertes en vue d'obtenir réparation, compte tenu du fait qu'ils peuvent disposer gratuitement des services d'un avocat pour exposer leur cause devant la Haute Cour. L'Autorité administrante respecterait la décision du tribunal.

e) Pétition (T/PET.10/61) émanant de M. Ralph H. Waltz, à laquelle étaient jointes deux lettres adressées par le Magistrate de Kili au Haut Commissaire du Territoire sous tutelle et demandant à l'Organisation des Nations Unies de procéder à une enquête sur le sort de la population de Bikini. Dans ses observations (T/OBS.10/33), l'Autorité administrante a indiqué que la réinstallation de la population de Bikini dans son atoll d'origine ne pouvait se faire avant que la construction des maisons et autres installations nécessaires ne soit achevée, et qu'une agriculture de subsistance soit de nouveau praticable. Pendant la période de réaménagement, l'Autorité administrante a pris certaines dispositions pour améliorer la situation de la population sur l'île de Kili.

f) Pétition (T/PET.10/62) de M. William P. Ronan concernant l'exploitation par les établissements Global Associates d'un service de taxis vedettes entre les îles de Kwajalein et d'Ebeye, dans les îles Marshall. Le pétitionnaire a indiqué qu'à plusieurs reprises la capacité maximum de ces vedettes avait été dépassée, ce qui mettait en danger la sécurité des passagers.

g) Pétition (T/PET.10/63) de la Législature du district des îles Mariannes demandant à l'Organisation des Nations Unies de faire en sorte que les îles Mariannes soient immédiatement réintégrées au Territoire de Guam.

h) Pétition (T/PET.10/64) demandant à la Mission de visite des Nations Unies et au Conseil de tutelle d'indiquer quel est le statut politique futur qu'ils souhaitent pour les îles Mariannes.

i) Pétition (T/PET.10/65) émanant de la Législature du district des îles Mariannes demandant au Conseil de tutelle de s'assurer du règlement intégral de toutes les demandes de dommages de guerre à la population du district des îles Mariannes.

12. Le Conseil de tutelle a examiné ces pétitions à sa 1365ème séance, tenue le 8 juin et a décidé d'appeler l'attention des pétitionnaires sur les observations de l'Autorité administrante et sur les déclarations faites par les membres du Conseil au cours de cette séance.

Mission de visite

13. A sa trente-sixième session, au cours de la séance du 19 juin 1969, le Conseil de tutelle avait décidé d'envoyer en 1970 une mission de visite périodique dans le Territoire sous tutelle des Îles du Pacifique. La Mission était composée de M. Kenneth Rogers (Australie), président; de M. Meng-Hsien Wang (Chine); de M. Alain Deschamps (France) et de M. David Lane (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord).

14. Le rapport de la Mission de visite (T/1707) a été examiné par le Conseil de tutelle en même temps que le rapport annuel de l'Autorité administrante.

15. A sa séance, le juin, le Conseil a adopté [à compléter].
